

*Recueil d'annales 2024 - 2025*

*Licence 1*

*Semestre 2*

*Session 1*



**UBO**

Université de Bretagne Occidentale

## **Sommaire**

Droit constitutionnel.....	3
Droit de la famille.....	4
Histoires des institutions.....	6
Institutions administratives.....	17
Organisations Internationales et Européennes.....	30

**Droit constitutionnel**Durée : 3 hSemestre : 2Session :1<sup>ère</sup> session1<sup>ère</sup> année LICENCE Droit

Urvoas Jean-Jacques

- Sans document(s)
- Document autorisé : le texte de la Constitution du 4 octobre 1958.

## Droit constitutionnel (S2)

**Traitez, au choix, l'un des sujets suivants :**

1/ Le quinquennat a-t-il changé la Ve République ?

2/ Le Conseil constitutionnel est-il un véritable gardien de la Constitution de 1958 ?

Votre travail est une dissertation comportant une **introduction** reprenant le sujet, lui donnant son contexte, faisant ressortir les problèmes posés et la problématique qui s'en dégage, ainsi que le **plan identifié** pour y répondre.

Vos deux parties seront matérialisées par des **titres rédigés** (I et II), un chapeau introductif, et **deux sous-parties** (A et B) avec titres explicites. Le travail fera au maximum une copie double + un intercalaire recto/verso.

Faites attention à la qualité de votre écriture, de l'orthographe, de la grammaire et du style.

# UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE

**Faculté de Droit, d'Économie, Gestion et A.E.S**

**Année Universitaire 2024-2025**

**Droit de la famille :**

**Durée** : 3h

1<sup>re</sup> année LICENCE Droit

**Semestre** : Second semestre

Mme LAGELEE HEYMANN

Mme REBOURG

**Session** : Première session

Sans document(s)

Document autorisé: Code civil non annoté

## **DROIT DE LA FAMILLE**

**Traitez au choix :**

**Dissertation :**

Existe-t-il un droit à l'enfant ?

**OU**

**Cas pratique :**

Annabelle et Jean se sont connus pendant leurs études à la faculté de Brest en 2016. Ils ont décidé de s'installer et de se marier au bout de trois années. Jean a arrêté ses études en 4<sup>e</sup> année afin de créer son entreprise, et d'offrir une belle maison à Annabelle. Cette dernière a alors pu prolonger ses études, et accueillir un enfant, Gaspard, né en 2020. Elle est devenue, en 2021, directrice juridique d'une société en plein développement dans la région. En dépit

d'horaires contraignants, elle gagne particulièrement bien sa vie et participe grandement aux dépenses du quotidien, notamment au financement de l'éducation de Gaspard. Jean vit mal cette situation, car il perçoit deux fois moins, en travaillant pourtant de nombreuses heures pour le développement de son agence de conseils. Il se console néanmoins en passant le temps qui reste avec son fils.

Depuis fin 2022, les relations sont difficiles entre les époux. Jean a découvert qu'il souffrait d'une maladie chronique l'obligeant à diminuer ses heures de travail, et Annabelle est de moins en moins présente. Il la suspecte d'être trop proche d'un collègue de travail. De nombreuses disputes surviennent. Au cours de l'une d'entre elles, elle lui déclare qu'elle est parfaitement fidèle depuis 2020 ! Ce fut un choc pour Jean qui, depuis lors, se demande s'il est bien le père de Gaspard...

Le 20 janvier 2023, Jean a décidé de demander le divorce et, d'un commun accord, les époux ont choisi de ne plus vivre ensemble. Jean a cessé de s'occuper de Gaspard. En novembre 2023, Jean ne sait plus quoi penser lorsqu' Annabelle lui annonce qu'elle est à nouveau enceinte de lui, et que si elle a tardé à lui dire, c'est parce qu'elle ne savait pas comment lui présenter les choses... Jean se souvient en effet d'un agréable week-end avec celle qu'il a aimée...

Paul naît le 2 janvier 2024 et Jean est fou de joie. Il s'occupe de lui comme s'il était son fils, le dépose chez la nounou, et passe du temps avec lui. Il le présente aux voisins comme son fils, alors qu'il parle à peine avec Gaspard. Il ne revient pas pour autant sur sa décision de divorcer, et souhaite même « faire payer » Annabelle. Il entend faire supprimer le lien qu'il a avec Gaspard et il souhaite obtenir la garde de Paul.

Annabelle lui rétorque qu'il n'est pas désigné comme père dans l'acte de naissance de Paul – alors qu'il l'est pour Gaspard – et qu'il s'est toujours comporté comme un père pour Gaspard.

En outre et depuis peu, un certain Armel a repris contact avec Annabelle, car il est nostalgique d'une nuit passée avec elle en 2020. Il a rencontré le petit Gaspard, et il lui trouve beaucoup de ressemblances physiques. Annabelle lui a confirmé qu'il y avait de fortes chances qu'il soit le père. Armel souhaiterait donc établir un lien plus officiel.

*Jean vous demande de l'éclairer non seulement sur les modalités de sa séparation avec Annabelle, mais aussi sur les liens avec les enfants et les chances d'Armel d'obtenir un lien plus officiel avec Gaspard.*

**UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE**

**Faculté de Droit, d'Économie, Gestion et A.E.S**  
**Année Universitaire 2024-2025**

**Histoire des institutions****Durée** : 1h1<sup>ère</sup> année LICENCE Droit**Semestre** : semestre 2**Nom de l'enseignant :**  
Mirbeau Adam**Session** : 1<sup>ère</sup> session Sans document(s)  
 Document autorisé (précisez) :.....  
.....  
...**Histoire des institutions****Répondez aux 40 questions du QCM sur la grille prévue à cet effet.****Une seule réponse est correcte parmi l'ensemble des propositions.**

- 1) En 843, le traité de Verdun partage l'Empire carolingien entre les trois fils de Louis le Pieux. L'Empire est alors considéré comme un...
  - A) Bien public et commun
  - B) Bien privé et patrimonial
  - C) Bien national
  - D) Bien collectif
- 2) Aux époques carolingienne et capétienne, les *honores* (« honneurs ») détenus par les agents locaux du roi sont des...
  - A) Titres honorifiques sans valeur
  - B) Cadeaux en or et en argent
  - C) Charges publiques
  - D) Charges privées
- 3) À l'époque féodo-vassalique, la multiplication des châteaux est le signe de la multiplication des...
  - A) Compétences royales
  - B) Compétences architecturales
  - C) Centres de pouvoir
  - D) Centres urbains
- 4) Les principales obligations vassaliques sont...
  - A) L'aide et le conseil
  - B) L'amour et la paix
  - C) La justice et la paix
  - D) La justice et la fiscalité

- 5) Comment s'appelle la confiscation du fief du vassal par le seigneur ?
- A) Le pouvoir du ban
  - B) Le pouvoir temporel
  - C) La commise
  - D) La devise
- 6) Laquelle de ces compétences n'est pas liée au pouvoir du ban ?
- A) Compétence judiciaire
  - B) Compétence fiscale
  - C) Compétence militaire
  - D) Compétence religieuse
- 7) La dynastie capétienne débute à l'avènement d'Hugues Capet en...
- A) 751
  - B) 800
  - C) 987
  - D) 1328
- 8) Aux époques carolingienne et capétienne, l'onction du roi lors de son sacre fait de lui...
- A) Le « lieutenant des Hommes sur Terre »
  - B) Le « lieutenant de Dieu sur Terre »
  - C) Un Dieu
  - D) Un Saint
- 9) La Réforme grégorienne est une période au cours de laquelle...
- A) S'affirme la puissance de l'Église pour garantir la primauté du pape
  - B) S'affirme la puissance de l'État pour garantir la primauté du roi
  - C) Se renforce l'alliance de l'Église et de l'État
  - D) Se développe la religion protestante

- 10) La théorie de Suger (abbé de Saint-Denis), qui place le roi de France au sommet de la hiérarchie féodale en affirmant que tous les fiefs du royaume sont finalement tenus de la main du roi, s'appelle...
- A) La théorie de la relativité
  - B) La théorie de la mouvance
  - C) La théorie hiérocratique
  - D) La théorie des deux corps du roi
- 11) En droit féodal, le suzerain désigne...
- A) Tous les seigneurs laïcs
  - B) Tous les seigneurs ecclésiastiques
  - C) Le seigneur du seigneur
  - D) Le seigneur du vassal
- 12) Le « miracle capétien » est une expression qui désigne...
- A) La reconquête de la souveraineté par les Capétiens
  - B) La continuité dynastique des Capétiens
  - C) La sacralité des Capétiens
  - D) Le pouvoir thaumaturge des Capétiens
- 13) D'après la théorie des « deux corps du roi », comment s'appelle le corps qui représente la fonction royale (ou dignité royale) ?
- A) Le corps physique
  - B) Le corps mystique
  - C) Le corps royal
  - D) Le corps exécutif

14) En France, l'État moderne se structure...

- A) Dès l'antiquité gallo-romaine
- B) Entre les X<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles
- C) Entre les XIII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles
- D) À partir de la Révolution française

15) Le développement de l'abstraction juridique de la « Couronne de France » entraîne quelle conséquence ?

- A) La Couronne appartient au roi
- B) La Couronne est au service du roi
- C) La Couronne est indépendante du roi
- D) La Couronne est inférieure au roi

16) Au XV<sup>e</sup> siècle, laquelle de ces lois n'est pas encore l'une des lois fondamentales du royaume de France ?

- A) La primogéniture mâle
- B) La continuité de la Couronne
- C) L'indisponibilité de la Couronne
- D) La catholicité

17) Durant tout le Moyen Âge et jusqu'à la Révolution, quel est le premier attribut de la royauté ?

- A) La Justice
- B) La Fiscalité
- C) La Spiritualité
- D) La Nation

18) Le Parlement de Paris naît au cours du XIII<sup>e</sup> siècle par le...

- A) Démembrement des États généraux
- B) Démembrement des institutions féodo-vassaliques
- C) Démembrement de la cour du roi
- D) Démembrement de la nation

19) L'expression qui dit que « Le roi doit vivre du sien » signifie que le roi doit financer ses dépenses grâce...

- A) Aux impôts (les revenus extraordinaires)
- B) Aux ressources de son domaine (les revenus ordinaires)
- C) Aux ressources de ses proches (les revenus familiaux)
- D) Aux guerres (les revenus militaires)

20) La « vénalité des offices » signifie que...

- A) Les offices peuvent s'acheter et se vendre
- B) Les offices ne peuvent ni s'acheter ni se vendre
- C) Le roi supprime les offices
- D) Le pape supprime les offices

21) Les « monarchomaques » sont les...

- A) Partisans d'un droit de tyranicide dirigé contre le monarque absolu
- B) Partisans d'un droit de tyranicide dirigé contre le pape
- C) Partisans du devoir d'obéissance envers le monarque absolu
- D) Partisans d'un droit de remontrance pour les Parlements

- 22) Jean Bodin est l'un des théoriciens de la monarchie absolue et de la souveraineté. Il a notamment écrit un ouvrage qui s'intitule :
- A) *L'Esprit des lois*
  - B) *Le Prince*
  - C) *Les Six Livres de la République*
  - D) *La Souveraineté pour les nuls*
- 23) Que fait Henri de Bourbon et de Navarre (futur Henri IV) pour devenir roi de France ?
- A) Il fait assassiner son rival Charles X.
  - B) Il renonce à sa foi protestante.
  - C) Il renonce à sa foi catholique.
  - D) Il menace de s'allier aux princes étrangers pour envahir le royaume de France.
- 24) L'édit de Nantes est un édit de tolérance promulgué en...
- A) 1562
  - B) 1598
  - C) 1629
  - D) 1715
- 25) L'édit de Nantes est révoqué par l'édit de Fontainebleau promulgué en 1685 par...
- A) Henri III
  - B) Henri IV
  - C) Louis XIII
  - D) Louis XIV

- 26) L'apogée de la monarchie absolue en France a lieu au...
- A) XV<sup>e</sup> siècle
  - B) XVI<sup>e</sup> siècle
  - C) XVII<sup>e</sup> siècle
  - D) XVIII<sup>e</sup> siècle
- 27) Dans le système absolutiste français, le monarque absorbe...
- A) Toute la souveraineté et rien que la souveraineté.
  - B) Toute la nation et rien que la nation.
  - C) La souveraineté, la nation et les attributs de l'État. Dès lors, l'État n'est plus dissocié du roi.
  - D) La souveraineté, la nation et les attributs de l'État. Cependant, l'État est toujours dissocié du roi.
- 28) Dans l'État monarchique, la « Maison du roi » est...
- A) L'ancêtre du ministère de la Famille
  - B) L'ancêtre du ministère de l'Intérieur
  - C) L'ancêtre du Parlement de Paris
  - D) L'ancêtre des États généraux
- 29) Aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, qui sont les « traitants » dans le système fiscal ?
- A) Les « traitants » forment des sociétés privées chargées de récolter l'impôt.
  - B) Les « traitants » sont des officiers publics du roi chargés de récolter l'impôt.
  - C) Les « traitants » sont toutes les personnes assujetties à l'impôt.
  - D) Les « traitants » sont toutes les personnes exemptées d'impôt.

30) Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la plupart des philosophes des Lumières sont...

- A) Réformateurs, monarchistes, mais pas révolutionnaires
- B) Réformateurs, républicains, mais pas révolutionnaires
- C) Réformateurs, républicains et révolutionnaires
- D) Favorables à la monarchie absolue

31) La « physiocratie » désigne...

- A) Les théories politiques contre l'absolutisme
- B) Les théories politiques pour la séparation des pouvoirs
- C) Les théories économiques interventionnistes
- D) Les théories économiques libérales

32) La justice rendue par les juridictions royales, comme les Parlements, est nommée la...

- A) Justice retenue
- B) Justice déléguée
- C) Justice d'exception
- D) Justice ordinaire

33) Le « droit d'enregistrement » est...

- A) Le droit de retranscrire les textes royaux dans les registres du Parlement
- B) Le droit de retranscrire les textes parlementaires dans les registres de la Chancellerie
- C) L'autre nom du « droit de remontrance »
- D) Le droit de veto octroyé au Parlement

34) La réforme Maupeou (1771-1774) est...

- A) Une réforme de l'institution judiciaire, des juridictions et du statut des magistrats. Cette réforme n'entrera jamais en vigueur.
- B) Une réforme de l'institution judiciaire, des juridictions et du statut des magistrats. Cette réforme entrera en vigueur.
- C) Une réforme fiscale qui crée l'impôt de « subvention territoriale ». Cette réforme n'entrera jamais en vigueur.
- D) Une réforme fiscale qui crée l'impôt de « subvention territoriale ». Cette réforme entrera en vigueur.

35) En 1788, Louis XVI convoque les États généraux du royaume pour le...

- A) 1<sup>er</sup> mai 1789
- B) 14 juillet 1789
- C) 4 août 1789
- D) 1<sup>er</sup> mai 1792

36) Le 20 juin 1789, lors du serment du Jeu de Paume, les députés jurent de ne jamais se séparer jusqu'à ce qu'ils aient...

- A) Jugé le roi
- B) Établi une constitution pour le Royaume
- C) Établi une constitution pour la République
- D) Rédigé les cahiers de doléances

37) Que se passe-t-il dans la nuit du 4 août 1789 ?

- A) L'Assemblée vote la mort du roi
- B) L'Assemblée adopte la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*
- C) L'Assemblée proclame la République
- D) L'Assemblée abolit les priviléges

38) En quelle année la République française est-elle proclamée ?

- A) 1789
- B) 1792
- C) 1799
- D) 1804

39) Comment est appelée la période du gouvernement révolutionnaire (été 1793-été 1794) dont la personnalité la plus influente est Robespierre ?

- A) La Grande peur
- B) La Petite peur
- C) La Frayeur
- D) La Terreur

40) Lorsque la loi des 27 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1790 entre en vigueur, quelle est la plus haute institution judiciaire française ?

- A) Le Parlement de Paris
- B) Le Tribunal de cassation
- C) Le Tribunal révolutionnaire
- D) Le Conseil d'État privé

**UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE**

**Faculté de Droit, d'Économie, Gestion et A.E.S**  
**Année Universitaire 2024-2025**

**INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES :**

**Durée** : 1 heure **1<sup>ère</sup> année LICENCE**

**Semestre** : semestre 2 **Marthe Le Moigne**

**Session** : 1<sup>ère</sup> session **■ Sans document(s)**

**INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES**

**Répondez aux questions ci-dessous en remplissant le formulaire dédié à cet objet.**

**Remarques :**

- Plusieurs réponses, voire toutes les réponses, peuvent être exactes
- Toutes les réponses peuvent être inexactes
- Les points ne seront accordés que si toutes les réponses cochées sont exactes et si toutes les réponses attendues sont cochées
- Aucun point négatif n'est prévu en cas de réponse inexacte

**1. Le secrétaire général de l'Elisée est, jusqu'en juin 2025 :**

- A. Alexis KOHLER
- B. Claire LANDAIS
- C. Guillaume ODINET
- D. Patrice FAURE
- E. Claire HEDON

**2. Un GIP est :**

- A. Un groupement d'intérêts publics
- B. Un groupement d'intérêts privés
- C. Une personne morale de droit public
- D. Une personne morale de droit privé
- E. Un établissement public

**3. Sont des autorités administratives indépendantes :**

- A. Le Défenseur des droits
- B. La Commission nationale de l'informatique et des libertés
- C. France stratégie
- D. L'inspection générale des finances
- E. L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom)

**4. Le maire est :**

- A. Un fonctionnaire territorial
- B. Un élu local
- C. Une autorité décentralisée
- D. Nommé par le préfet de département

**5. Les actes des collectivités territoriales :**

- A. Peuvent être annulés par le tribunal administratif s'ils sont illégaux
- B. Peuvent être annulés par le préfet de département s'ils sont illégaux
- C. Peuvent être annulés par le préfet de département s'ils ne sont pas opportuns

**6. Si une mesure a été prise par une administration locale, le justiciable qui souhaite la contester :**

- A. Saisit d'abord le tribunal administratif le plus proche de chez lui. S'il conteste la décision du tribunal, il peut saisir une cour administrative d'appel puis le Conseil d'Etat
- B. Saisit d'abord le Conseil d'Etat.
- C. Saisit d'abord le Conseil constitutionnel.

**7. S'il souhaite contester un décret du Premier ministre, le justiciable :**

- A. Saisit d'abord le tribunal administratif le plus proche de chez lui. S'il conteste la décision du tribunal, il peut saisir une cour administrative d'appel puis le Conseil d'Etat
- B. Saisit d'abord le Conseil d'Etat.
- C. Saisit d'abord le Conseil constitutionnel.

**8. Le Conseil d'Etat contemporain :**

- A. A été créé par la Constitution du 22 Frimaire An VIII
- B. A été créé par la loi du 24 mai 1972
- C. Exerce des fonctions contentieuses
- D. Joue un rôle de conseiller juridique auprès du Gouvernement, de l'Assemblée nationale et du Sénat

**9. Le principe d'égalité :**

- A. Implique, en principe, qu'à situations semblables il soit fait application de solutions semblables
- B. Implique qu'à situations semblables il soit toujours fait application de solutions semblables
- C. Permet de mettre en place des différences de traitement en cas de différences de situation appréciables
- D. Permet de mettre en place des différences de traitement si une nécessité d'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation du service commande cette mesure
- E. Ne permet pas de mettre en place des différences de traitement

**10. Le secrétariat général du gouvernement :**

- A. Organise le travail gouvernemental
- B. Assure une mission de conseil juridique du Gouvernement
- C. Est chargé de l'audit et du contrôle interne de l'administration centrale
- D. Présente les observations du Gouvernement en cas de recours contre une loi votée (devant le Conseil constitutionnel) ou un décret (devant le Conseil d'État)
- E. Assure la coordination des décisions présidentielles avec les actions gouvernementales et de l'ensemble des administrations publiques

**11. Le président du Conseil constitutionnel est nommé :**

- A. Par les assemblées parlementaires à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés
- B. Par le Président de la République après avis public de la commission permanente compétente de chaque assemblée sauf si l'addition des votes

négatifs dans chaque commission permanente compétente de chaque assemblée représente au moins trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein des deux commissions

- C. Par le Président de la République après audition des commission permanente compétente de chaque assemblée

**12. Le Président de la République dispose :**

- A. Du pouvoir règlementaire de principe
- B. D'un pouvoir règlementaire d'attribution
- C. D'un pouvoir de nomination important
- D. D'un pouvoir de nomination résiduel

**13. Le principe de libre administration implique :**

- A. Que les collectivités territoriales ne subissent aucun contrôle de la part de l'Etat
- B. Que les collectivités territoriales soient administrées par des conseils élus
- C. Que les collectivités territoriales soient administrées par des conseils dotés d'attributions effectives
- D. Que les collectivités territoriales disposent de ressources suffisantes
- E. Que les collectivités territoriales disposent de la possibilité de statuer sur toutes les questions d'intérêt public local

**14. Les fonctionnaires français :**

- A. Sont soumis à un devoir de réserve
- B. Sont soumis à une obligation de neutralité
- C. Sont soumis à une obligation de loyauté
- D. Disposent de la liberté d'opinion
- E. Doivent se conformer dans tous les cas aux instructions de leur supérieur hiérarchique

**15. Les décisions de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) sont contrôlées par :**

- A. Le Président de la République
- B. Le Conseil constitutionnel
- C. Le Conseil d'Etat
- D. Le Premier ministre
- E. Le Défenseur des droits

**16. La décision du Premier ministre d'interrompre l'accès à TikTok en Nouvelle-Calédonie en mai 2024 :**

- A. A été jugée illégale par le Conseil d'Etat
- B. A été jugée légale par le Conseil d'Etat
- C. A été jugée illégale par le Conseil constitutionnel
- D. A été jugée légale par le Conseil constitutionnel

**17. Les services à compétence nationale :**

- A. Exercent des "missions à caractère opérationnel" mais à l'échelle nationale.
- B. Sont des administrations centrales de l'Etat
- C. Sont des administrations déconcentrées de l'Etat
- D. Sont des administrations décentralisées
- E. Sont des services administratifs de l'Etat

**18. Une administration centrale est :**

- A. Divisée en ministères eux-mêmes divisés en directions
- B. Divisée en établissements publics
- C. Une personne morale de droit public
- D. Soumise à la tutelle de l'Etat
- E. Soumise au pouvoir hiérarchique

**19. Une administration centrale est :**

- A. Chargée de la mise en œuvre des décisions du gouvernement
- B. Chargée de la préparation des projets de loi ou de décrets
- C. Chargée de la mise en œuvre des politiques nationales et de l'Union européenne.

**20. Une administration déconcentrée est :**

- A. Dotée de la personnalité morale de droit public
- B. Dotée de la personnalité morale de droit privée
- C. Soumise à la tutelle de l'Etat
- D. Soumise au pouvoir hiérarchique de l'Etat

**21. La direction départementale des territoires et de la mer est :**

- A. Compétente en matière de politiques d'aménagement et de développement durable des territoires
- B. Compétente en matière de politiques de protection de la population
- C. Une administration déconcentrée
- D. Sous l'autorité hiérarchique du préfet de département
- E. Sous l'autorité hiérarchique du président ou de la présidente du conseil départemental

**22. La région est :**

- A. Une circonscription administrative
- B. Une collectivité territoriale
- C. Un établissement public
- D. Une autorité publique indépendante
- E. Un service à compétence nationale

**23. Loïg Chesnais-Girard est :**

- A. Président du conseil régional de Bretagne
- B. Préfet de la région Bretagne
- C. Président du conseil départemental du Finistère
- D. Maire de Morlaix
- E. Secrétaire général du Gouvernement

**24. Maël de Calan est :**

- A. Président du conseil régional de Bretagne
- B. Préfet de la région Bretagne
- C. Président du conseil départemental du Finistère
- D. Ministre des territoires
- E. Président de Brest Métropole

**25. François Cuillandre est :**

- A. Président du conseil départemental du Finistère
- B. Président de Brest Métropole
- C. Maire de Brest
- D. Maire de Morlaix
- E. Maire de Quimper

**26. Isabelle Assih est :**

- A. Mairesse de Brest
- B. Mairesse de Quimper
- C. Mairesse de Morlaix
- D. Présidente du conseil départemental de Bretagne
- E. Préfète du Finistère

**27. Les autorités administratives doivent respecter la Charte de l'environnement :**

- A. Vrai
- B. Faux

**28. Le public peut être consulté avant la prise de certaines décisions par les autorités administratives :**

- A. Vrai
- B. Faux

**29. L'exercice du pouvoir réglementaire :**

- A. Est obligatoire lorsqu'il s'agit de prendre dans un délai raisonnable les mesures qu'implique nécessairement l'application de la loi
- B. Est toujours une simple faculté pour ses titulaires

**30. La vocation des circulaires et des instructions est :**

- A. D'énoncer des règles générales et impersonnelles
- B. D'exposer les politiques gouvernementales à l'administration
- C. De permettre au Gouvernement d'intervenir dans les matières législatives
- D. De commenter les lois et règlements et donner des orientations pour leur application
- E. De déterminer les règles de fonctionnement des services

**31. Une circulaire :**

- A. N'est jamais susceptible d'être déférée au juge de l'excès de pouvoir
- B. Est toujours susceptible d'être déférée au juge de l'excès de pouvoir
- C. Est déférée au juge de l'excès de pouvoir lorsqu'elle est susceptible d'avoir des effets notables sur les droits ou la situation d'autres personnes que les agents chargés, le cas échéant, de la mettre en œuvre
- D. Est déférée au juge de l'excès de pouvoir lorsqu'elle n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur les droits ou la situation d'autres personnes que les agents chargés, le cas échéant, de la mettre en œuvre

**32. Dans un Etat de droit :**

- A. Le pouvoir ne peut user que des moyens autorisés par l'ordre juridique en vigueur
- B. Les individus doivent disposer de voies de recours juridictionnelles contre les abus que les autorités publiques sont susceptibles de commettre
- C. Le pouvoir peut user de moyens interdits par l'ordre juridique en vigueur s'il l'estime nécessaire
- D. Les individus doivent disposer de voies de recours administratives ou juridictionnelles contre les abus que les autorités publiques sont susceptibles de commettre

**33. Le recours pour excès de pouvoir est :**

- A. Un recours ayant pour objet de demander au juge l'annulation d'un acte administratif considéré comme illégal
- B. Un recours ayant pour objet de demander au juge la réparation des dommages causés par l'administration
- C. Un recours ayant pour objet de demander au juge la sanction d'une autorité administrative ayant abusé de son pouvoir
- D. Un recours ayant pour objet de demander au juge la sanction d'un élu ayant abusé de son pouvoir

**34. Le droit à un recours juridictionnel effectif est :**

- A. Protégé par la Constitution
- B. Protégé par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales
- C. Protégé par la loi du 28 pluviôse de l'an VIII

**35. La compétence en matière de création de catégories d'établissements publics appartient :**

- A. Au législateur
- B. Au pouvoir réglementaire

**36. Le préfet est :**

- A. L'autorité administrative générale du département, circonscription administrative de l'Etat
- B. L'exécutif du département, collectivité territoriale
- C. Elu par le conseil départemental
- D. Nommé par Décret

**37. Les établissements publics sont soumis au principe :**

- A. de libre administration
- B. de spécialité
- C. d'autonomie
- D. de rattachement
- E. hiérarchique

**38. Les autorités administratives indépendantes :**

- A. Peuvent prononcer des sanctions
- B. Doivent respecter le principe de légalité des délits et des peines
- C. Peuvent disposer d'un pouvoir réglementaire limité
- D. Peuvent prononcer des peines privatives de liberté

**39. Quelle(s) autorité(s) disposent du pouvoir réglementaire de droit commun en application de la Constitution ?**

- A. Le Président de la République
- B. Le Premier ministre
- C. Le Parlement
- D. Les ministres

**40. Le public peut être consulté sur des projets de décrets :**

- A. Vrai
- B. Faux

**UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE****Faculté de Droit, d'Économie, Gestion et A.E.S****Année Universitaire 2024-2025****ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET  
EUROPÉENNES :****Durée :** 1h1<sup>ère</sup> année LICENCE Droit**Semestre** : semestre 2**Nom de l'enseignant :** Marie Lemey**Session :** 1<sup>ère</sup> session Sans document(s)  
 Document autorisé (précisez) :  
.....  
.....**ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET  
EUROPÉENNES**

## Sujet d'examen – Session 1

*Aucun document autorisé*

---

Pour chaque question, veuillez **noircir les cases correspondant à la bonne réponse (ou aux bonnes réponses) sur la feuille en annexe.**

**1) Qui dispose de l'initiative dans le processus décisionnel européen ?**

- A.  les membres du Conseil de l'Union européenne peuvent faire des propositions législatives, si le Parlement les valide
- B.  l'initiative législative est entre les mains de la Commission européenne, qui dispose d'un quasi-monopole en la matière
- C.  les traités européens prévoient une procédure d'initiative citoyenne, émanant des citoyens de l'Union européenne
- D.  la Présidente de la Commission européenne dispose de l'exclusivité de l'initiative législative

**2) Quelle(s) raison(s) explique(nt) l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) ?**

- A.  les États-Unis étaient opposés à la création d'une alliance qui viendrait concurrencer l'OTAN
- B.  la division de l'Allemagne faisait obstacle à la réalisation du projet
- C.  la France a refusé de ratifier le traité instituant la CED
- D.  le projet n'a jamais pu voir le jour en raison de l'obstruction de Margaret Thatcher

**3) Quels critères doivent être remplis pour qu'une entité soit considérée comme une « organisation internationale » ?**

- A.  sa création doit reposer sur un traité constitutif, qui établit les règles de fonctionnement au sein de l'organisation
- B.  elle doit être en mesure d'adopter des décisions contraignantes à l'égard des États
- C.  elle doit disposer d'organes permanents
- D.  elle doit être instituée pour une durée illimitée

- 4) En janvier 2025, le jour de son investiture, Donald Trump a signé un décret visant à retirer les États-Unis d'une organisation internationale. De quelle organisation s'agit-il ?**
- A.  l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
  - B.  l'UNESCO
  - C.  l'Organisation mondiale de la santé (OMS)
  - D.  l'Organisation des Nations Unies
- 5) À quelle(s) condition(s) un État peut-il devenir membre de l'Organisation des Nations Unies ?**
- A.  être un État pacifique
  - B.  mettre en place une économie de marché
  - C.  faire l'objet d'un vote favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies à l'unanimité
  - D.  faire l'objet d'un vote favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies à la majorité des 2/3
- 6) Depuis 2022, la Fédération de Russie n'est plus membre du Conseil de l'Europe. Quelles en sont les raisons ?**
- A.  une exclusion due à un défaut de paiement de sa contribution obligatoire
  - B.  un départ volontaire de la Russie en raison de profonds désaccords politiques
  - C.  un départ contraint décidé par les membres de l'organisation
  - D.  une exclusion ordonnée par le Secrétaire général des Nations Unies
- 7) Comment se compose le Conseil de sécurité des Nations Unies ?**
- A.  il comprend 10 membres permanents et 5 membres non-permanents
  - B.  il comprend 5 membres permanents et 15 membres non permanents
  - C.  les membres non-permanents sont désignés par le Secrétaire général de l'ONU
  - D.  les membres non-permanents sont élus selon une clé de répartition géographique
- 8) Parmi les affirmations suivantes relatives aux entités observatrices au sein des organisations internationales, lesquelles sont vraies ?**
- A.  un État peut avoir le statut d'entité observatrice
  - B.  une ONG peut avoir le statut d'entité observatrice
  - C.  le statut d'observateur oblige à s'acquitter d'une contribution financière obligatoire
  - D.  le statut d'observateur est un préalable nécessaire à l'acquisition du statut de membre

**9) Qui est l'actuel commissaire français au sein de la Commission européenne ?**

- A.  Michel Barnier
- B.  Thierry Breton
- C.  Gabriel Attal
- D.  Stéphane Séjourné

**10) Quels sont les changements apportés par la signature du traité de Rome en 1957 ?**

- A.  il fait disparaître la Communauté européenne du charbon et de l'acier
- B.  il institue une Union douanière
- C.  il institue une Union économique et monétaire
- D.  il prévoit la mise en place d'un marché commun entre les États membres

**11) Parmi les affirmations suivantes relatives à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), lesquelles sont vraies ?**

- A.  c'est un organe plénier
- B.  c'est un organe intégré
- C.  c'est l'organe qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales
- D.  c'est l'organe qui vote le budget de l'Organisation des Nations Unies

**12) Quelle institution constitue la réunion des chefs d'État ou chefs de gouvernement des États membres de l'Union européenne ?**

- A.  le Conseil de l'Union européenne
- B.  le Conseil européen
- C.  le Conseil de l'Europe
- D.  le Sommet de l'Union européenne

**13) Quelle est la proposition portée par la France et le Mexique relative au Conseil de sécurité des Nations Unies ?**

- A.  limiter l'usage du veto par les membres permanents à une utilisation à chaque session
- B.  augmenter le nombre de membres non-permanents au Conseil de sécurité
- C.  autoriser une annulation du veto par le Secrétaire général des Nations Unies lorsque le vote porte sur des atrocités de masse, afin de permettre un passage en force
- D.  demander aux membres permanents de s'engager à ne pas recourir au veto en cas de situation d'atrocités de masse

**14) Parmi les États suivants, lequel (ou lesquels) n'étais(en)t pas un membre fondateur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ?**

- E.  l'Espagne
- F.  les Pays-Bas
- G.  le Danemark
- H.  le Luxembourg

**15) Quelle(s) affirmation(s) caractérise(nt) les directives de l'Union européenne ?**

- A.  elles laissent aux autorités nationales une certaine marge de manœuvre dans leur mise en œuvre
- B.  elles doivent nécessairement être transposées dans un délai impératif de 6 mois
- C.  elles ne prennent effet qu'à l'issue du délai de transposition
- D.  elles sont dépourvues d'effet obligatoire et proposent une ligne de conduite à suivre

**16) Pour quelle(s) raison(s) les États-Unis ne sont-ils pas devenus membres de la Société des Nations ?**

- A.  ils refusaient d'intégrer une organisation dont la Russie était membre
- B.  ils n'étaient pas d'accord sur le montant de leur contribution financière obligatoire
- C.  la Russie s'est opposée à leur entrée dans l'Organisation
- D.  le Sénat américain a refusé de ratifier le traité de Versailles

**17) Quel(s) organisme(s) ou institution(s) ne constitue(nt) pas de véritables « organisations internationales » ?**

- A.  le Conseil de l'Europe
- B.  le G20
- C.  les BRICS+
- D.  la Société des Nations

**18) Comment est constitué le budget des organisations internationales ?**

- A.  les membres de l'organisation sont tenus de verser des contributions obligatoires
- B.  le montant des contributions obligatoires peut varier selon le PIB des États
- C.  les États sont systématiquement sanctionnés en cas d'arriérés financiers, afin d'assurer la sécurité budgétaire de l'organisation
- D.  les entités observatrices sont tenues de verser des contributions obligatoires, dont le montant est plafonné et reste purement symbolique

**19) Quelles sont les fonctions assurées par la Banque centrale européenne ?**

- A.  elle est en charge de la politique monétaire de la zone euro
- B.  elle élabore le budget de l'Union européenne et détermine le montant des contributions versées par les États membres
- C.  elle contrôle les recettes et les dépenses réalisées par les institutions de l'UE
- D.  elle supervise les banques centrales nationales

**20) Quel(s) élément(s) caractérise(nt) le traité de Lisbonne ?**

- A.  il n'est jamais entré en vigueur, en raison d'un refus de ratification par l'Irlande
- B.  il prévoit la mise en place de la monnaie unique
- C.  il s'inspire en grande partie du projet de Constitution pour l'Europe
- D.  il prévoit la création d'une grande Fédération européenne, en s'inspirant de l'idée des « États-Unis d'Europe »

**21) Parmi les États suivants, quels sont ceux qui détiennent officiellement le statut d'État candidat pour intégrer l'Union européenne ?**

- A.  la Croatie
- B.  la Turquie
- C.  la Biélorussie
- D.  l'Ukraine

**22) Que peut-on dire au sujet de l'exercice des « compétences partagées » au sein de l'Union européenne ?**

- A.  les États membres sont libres d'intervenir tant que l'UE n'a pas décidé de le faire
- B.  l'Union européenne ne peut qu'intervenir dans un second temps, pour venir compléter l'action des États membres et les décisions prises par ces derniers
- C.  l'Union européenne doit jouer un rôle d'harmonisation des législations des États
- D.  les décisions prises par l'Union sont provisoires, dans l'attente d'une transposition par les États membres dans leur législation interne

**23) Parmi les affirmations suivantes au sujet de la Cour de justice de l'Union européenne, quelles sont celles qui sont vraies ?**

- A.  la CJUE comprend 25 juges et des avocats généraux
- B.  la CJUE est compétente pour statuer en premier et dernier ressort sur les recours en manquement
- C.  la CJUE peut adresser des questions préjudiciales à la Cour européenne des droits de l'homme
- D.  la CJUE veille au respect du droit de l'UE, en coordination avec le juge national

**24) Quelles sont les conditions nécessaires à l'existence de l'État en droit international :**

- A.  l'État existe dès lors qu'il dispose d'un territoire, d'une population et d'un gouvernement légitime
- B.  l'État existe dès lors qu'il dispose d'un territoire, d'une population et d'un gouvernement effectif
- C.  l'État existe dès lors qu'il parvient à devenir membre de l'ONU
- D.  l'État existe dès lors qu'il est reconnu comme tel par les États les plus puissants

**25) Quelle personnalité politique a joué un rôle important dans la création de la Société des Nations ?**

- A.  Franklin D. Roosevelt (32<sup>ème</sup> Président des États-Unis)
- B.  Jean Monnet
- C.  Victor Hugo
- D.  Woodrow Wilson (28<sup>ème</sup> Président des États-Unis)

**26) A quoi servait initialement l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) ?**

- A.  elle visait à développer les échanges commerciaux avec le bloc de l'Est
- B.  elle avait pour but d'assurer la répartition des crédits du plan Marshall
- C.  elle visait à instituer une Union douanière sur le sol européen pour concurrencer les Communautés européennes
- D.  elle avait pour mission la mise en place progressive d'une Union monétaire

**27) Parmi les organes ci-dessous, lequel (ou lesquels) constitue(nt) des « organes intergouvernementaux » au sein de l'organisation à laquelle ils appartiennent ?**

- A.  le Parlement européen
- B.  l'Assemblée générale des Nations Unies
- C.  la Haute autorité de la CECA
- D.  le Conseil de l'Union européenne

**28) Parmi les motifs énumérés, quel est celui (ou quels sont ceux) qui explique(nt) les défaillances actuelles du Conseil de sécurité des Nations Unies :**

- A.  de nombreux États accusent un retard dans le paiement de leurs contributions financières, ce qui empêche la mise en oeuvre de nombreuses activités
- B.  les membres permanents paralysent fréquemment la prise de décisions
- C.  les États-Unis refusent d'y siéger depuis le retour au pouvoir de D. Trump
- D.  le Secrétaire général de l'ONU ne parvient pas à impulser de dynamique au sein de l'Organisation

**29) Lors des élections au Parlement européen :**

- A.  les députés européens sont élus pour un mandat de 7 ans
- B.  les députés européens sont élus au suffrage universel direct
- C.  chaque État dispose du même nombre de sièges, au nom du principe d'égalité
- D.  les États se voient attribuer un nombre de sièges qui varie en fonction de leur poids démographique

**30) Parmi les suggestions suivantes, quels sont les conditions requises pour qu'un État puisse devenir membre de l'Union européenne ?**

- A.  l'État doit accepter les valeurs de l'UE et s'engager à les respecter
- B.  l'État doit également être membre de l'OCDE
- C.  l'État doit disposer d'une économie de marché viable
- D.  l'adhésion à l'UE doit être acceptée par les autres membres, par un vote à la majorité des 2/3

**31) Que désigne l'acquis communautaire (ou « acquis européen ») ?**

- A.  l'approbation d'une modification du Traité sur l'Union européenne (TUE)
- B.  l'harmonisation, par les institutions européennes, des normes adoptées par les États
- C.  l'ensemble des droits et des obligations qui lient les États membres, et qui doivent être acceptés par les États candidats
- D.  l'interdiction faite aux États d'adopter des mesures contraires aux règles du droit de l'Union européenne

**32) Quels éléments caractérisent aujourd'hui la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ?**

- A.  le Royaume-Uni ne fait plus partie du marché intérieur européen
- B.  le Royaume-Uni a conservé un statut d'observateur au sein de l'UE
- C.  le Royaume-Uni peut continuer à commerçer avec l'UE, sans droits de douanes, mais des contrôles douaniers sont tout de même exercés
- D.  le Royaume-Uni peut continuer à commerçer avec l'UE mais des droits de douanes et des quotas importants s'appliquent à ces relations commerciales

**33) Certains États membres de l'Union européenne sont parvenus à négocier une clause les dispensant d'adopter la monnaie unique. De qui s'agit-il ?**

- A.  la Suisse
- B.  la Suède
- C.  l'Irlande
- D.  le Danemark

**34) Quelle(s) raison(s) expliquent les échecs des candidatures du Royaume-Uni pour intégrer les Communautés européennes avant 1973 ?**

- A.  le peuple britannique s'y est opposé par référendum
- B.  le Royaume-Uni refusait de ratifier le traité, en estimant que la contribution financière était trop conséquente
- C.  les États-Unis se sont opposés à cette candidature, car ils souhaitaient préserver leurs liens privilégiés avec le Royaume-Uni
- D.  la France a fait obstacle à la candidature du Royaume-Uni

**35) Qui est l'actuel(le) Secrétaire général des Nations Unies ?**

- A.  Charles Michel
- B.  António Gutteres
- C.  Ursula von der Leyen
- D.  António Costa

**36) Parmi les affirmations suivantes au sujet de la Commission européenne, lesquelles sont vraies ?**

- A.  la Commission comprend autant de commissaires que d'États membres
- B.  le Président de la Commission est élu par le Parlement, sur proposition du Conseil européen
- C.  le Président de la Commission est désigné par les commissaires, qui élisent l'un des leurs aux fonctions de Président
- D.  la Commission européenne est un organe dépourvu de toute portée politique et composé de membres indépendants

**37) À quoi renvoient les « critères de Copenhague » ?**

- A.  il s'agit de critères économiques que doivent remplir les États pour intégrer la zone euro
- B.  il s'agit des critères d'éligibilité à la Présidence de la Commission européenne
- C.  il s'agit des critères que doivent remplir les États souhaitant devenir membres de l'UE
- D.  il s'agit de critères institués pour pouvoir participer à l'Union douanière

**38) Quel était le rôle de la Commission centrale du Rhin, instituée en 1856 ?**

- A.  elle réunissait des États souhaitant développer le commerce fluvial
- B.  elle visait à garantir la liberté de navigation sur le Rhin, et à en contrôler les usages
- C.  elle cherchait à instituer une défense navale européenne
- D.  elle visait à assurer la préservation du fleuve contre toutes les pollutions fluviales

**39) Quel est le dernier État à avoir rejoint l'Union européenne, en 2013 ?**

- A.  la Bulgarie
- B.  la Roumanie
- C.  la Croatie
- D.  l'Albanie

**40) Parmi les membres du Conseil de sécurité, quel État a, jusqu'à présent, utilisé le plus fréquemment son droit de veto ?**

- A.  la Russie
- B.  la Chine
- C.  les États-Unis
- D.  le Royaume-Uni